

Carburant

Lubrifiants

Restaurants Bonici

Gaz

Qui aurait cru qu'une entreprise d'énergie créerait une app connectée pour tous ?

ZENER

Agè - Nyékoukpè - Aného - Kpalimé - Ramatou - Kara - Tébécou - Tébé - Doumassé - Bitta

ZENER SA

+228 90 22 54 56

N°096 | Vendredi 07 novembre 2025 | PRIX DE VENTE : 300 F CFA

IMAGINE

DEMAIN

BIMENSUEL TOGOLAIS D'INFORMATION GÉNÉRALE

OTR

OFFICE TOGOLAIS DES RECETTES

-20%

sur le dédouanement des véhicules d'occasion jusqu'au 15 novembre 2025

Mesure de dépréciation de 20% sur les valeurs des véhicules de plus de cinq (05) ans d'âge

POUR PLUS D'INFORMATIONS

8201

FEDERER POUR BATIR

www.otr.tg

SOCIÉTÉ

Le Togo accueille quatre fois plus de réfugiés qu'il y a 15 ans

P. 2

Photo : © UNHCR_Togo

ACTU INSTITUTIONNELLE

P. 4

Retour sur quelques activités de la **BOAD à l'AFIS 2025**

ANALYSE

P. 3

Désinformation : la guerre invisible qui fissure nos sociétés

FOCUS ÉVÈNEMENT

P. 5

Rebranding Africa Forum : entre héritage et renouveau, Thierry Hot passe le flambeau

ANALYSE

Pp. 6-7

La guerre des clics ou comment le Cameroun a voté sur Facebook avant les urnes

Vers une nouvelle théorie de l'influence numérique électorale au Cameroun.

28 NOV

14 DEC

2025

FOIRE

INTERNATIONALE

DE LOME

Foire de toutes les opportunités

FOIRE INTERNATIONALE DE

40 ANS

LOME

ICI NAISSENT LES GRANDES RENCONTRES

THÈME : « 40 ANS D'HISTOIRE, 20 ÉDITIONS : UN REGARD SUR LE PASSÉ, UN CAP SUR L'AVENIR »

1228 91 50 70 70

1228 91 50 70 70

www.foire.tg

CETEF

Togo-2025

Le Togo accueille quatre fois plus de réfugiés qu'il y a 15 ans

Des milliers de familles burkinabè ont trouvé refuge au Togo contraignant le gouvernement togolais et le Haut Commissariat des Nations Unies (HCR) pour les réfugiés à trouver des solutions durables. Ce dernier avait mené une étude de profilage socio-économique qui permet de mieux connaître les conditions de vie, les défis et les aspirations des ménages réfugiés dans le nord du pays. Imagine Demain revient sur certains aspects de ce rapport.

Le rapport de l'institution onusienne, dont nous avons retrouvé un livret, publié en juin dernier, dresse un profil socio-économique approfondi des réfugiés burkinabè. « Le Togo, bien qu'historiquement périphérique aux schémas régionaux de déplacement, accueille aujourd'hui une importante population déplacée de force en raison de l'aggravation de l'insécurité le long de sa frontière nord », précise le bureau du HCR dans ce rapport mené dans le cadre d'un projet régional auquel sont également associés le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM), et l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), avec l'appui financier de l'Union européenne. En février 2025, précise le rapport, « il y avait 51 204 personnes déplacées de force au Togo, dont 47 571 réfugiés (93 %) et 3 633 demandeurs d'asile (7 %) ».

Le Togo accueille ainsi plus du double du nombre de réfugiés présents dix ans plus tôt : 20 817 en 2014, selon des chiffres retrouvés dans les archives par la rédaction d'Imagine Demain. Le nombre de réfugiés a même quadruplé en quinze ans, puisqu'ils n'étaient que 11 848 en 2010.

Le défi d'une réponse axée sur le développement
Le rapport du bureau onusien fait remarquer que « le gouvernement togolais et ses partenaires, y compris le HCR, ont donné la priorité aux efforts visant à promouvoir la résilience et des solutions durables pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil ». Au Togo, la Coordination Nationale d'Assistance aux Réfugiés (CNAR) est le service chargé de l'accueil et l'assistance des demandeurs d'asile et des réfugiés. Avec l'appui technique de ce service et des partenaires comme le HCR et la Banque



Photo : © UNHCR_Togo

mondiale, le gouvernement togolais, « poursuit une transition de l'aide humanitaire à une inclusion à long terme axée sur le développement dans cette région des Savanes ». Les autorités togolaises appuient leurs actions sur des programmes nationaux notamment le Programme d'urgence de résilience et de renforcement de la sécurité des communautés (PURS).

Une population dominée par les femmes, plus confrontées à des difficultés

Les femmes et les enfants constituent l'essentiel de la population réfugiée dans le nord du Togo. « La majorité des ménages (55%) sont dirigés par des femmes, et 45% sont dirigés par les hommes ». Ces ménages gérés par les femmes sont les plus exposés à la vulnérabilité : certains étaient confrontés à l'insécurité alimentaire, à l'insuffisance de revenus comme à l'accès au crédit. Selon les enquêteurs, les femmes déplacées, assurent seules le soutien économique de leur ménage, ce qui accroît

leur niveau de vulnérabilité à cause de leurs difficultés d'accès aux soins, aux ressources, aux opportunités génératrices de revenus, et aux services de base. Seuls 32 % des réfugiés avaient une pièce d'identité officielle au moment de l'enquête, or, explique le rapport, la documentation est un outil essentiel à l'amélioration de leur sécurité alimentaire, de leurs revenus et de l'accès aux services.

Intention de retour
S'agissant de l'intention de retour, les enquêteurs parlent d'une vision très fragmentée de la population réfugiée, sans prédominance d'une unique trajectoire de retour. Bien que certains ménages envisagent de retourner dans leur pays d'origine, d'autres planifiaient de s'installer dans la durée au Togo, comme le montre l'étude. « Environ 27,4 % des ménages ont exprimé le désir de retourner dans leur pays d'origine au cours des six prochains mois, tandis que 25 % n'ont déclaré aucune intention de rentrer. Dans le même temps, 27 % ont exprimé leur intention de rentrer dans un délai d'un an, et 21,9 % ont prévu de rentrer dans les cinq ans ».

Vulnérabilité et résilience
Si « les résultats de ce profil socio-économique mettent en évidence les défis urgents et croisés auxquels sont confrontés les ménages de réfugiés au Togo », ils recommandent de renforcer l'accès à la documentation, d'élargir les possibilités de moyens de subsistance inclusifs, d'intensifier les programmes de sécurité alimentaire et nutritionnelle, de promouvoir l'inclusion financière par le biais de modèles mobiles et communautaires, d'investir dans des programmes sensibles au genre et améliorer les systèmes de données pour les populations déplacées. « De nombreux ménages, note-t-on de l'analyse des données, envisagent une résilience à long terme ». « L'engagement du Togo dans le Pacte mondial sur les réfugiés en conformité avec ses stratégies nationales de développement constitue une base pour que « des solutions durables soient ancrées non seulement dans la protection humaine, mais aussi dans des voies de développement qui favorisent l'autosuffisance, réduisent la dépendance et renforcent la cohésion sociale avec les communautés d'accueil », soutiennent les enquêteurs. ■



**AVIS AUX OPERATEURS ECONOMIQUES
(COMMISSIONNAIRES EN DOUANE AGREES,
CONSIGNATAIRES, IMPORTATEURS, EXPORTATEURS)**
N° 016/2025/OTR/CG/CDDI

Le Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF) organise du 28 novembre au 14 décembre 2025, la 20^e édition de la Foire Internationale de Lomé (FIL).

A cet effet, j'invite les opérateurs économiques exposant sur le site du CETEF à suivre la procédure douanière ci-après pour toutes leurs opérations d'importation :

- acheminement des marchandises sur le site de la Foire TOGO 2000 par une déclaration de transit national IM8 (80.00 000) avec émission du T1 des bureaux d'entrée, vers le bureau de douanes de la foire ;
- prise en charge par le bureau de douanes de la foire après apurement du T1 ;
- levée de la déclaration IM5 (50.00 000) au bureau de douanes de la foire, code TG129 ;
- levée de déclarations IM4 (40.50000) pour les marchandises mises à la consommation sur le site du CETEF, durant la période de la foire dans les conditions suivantes :
 - 7% de la valeur en douane pour les produits originaires agréés de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
 - 23% de la valeur en douane pour les produits originaires non agréés de l'UEMOA et de la CEDEAO ;
 - 28% de la valeur en douane pour les produits tiers, à l'exception des véhicules automobiles et motocycles.

Les marchandises n'ayant pas été vendues sur le site de la Foire seront renvoyées aux bureaux de sortie par des déclarations IM8 (80.50 000) avec émission du T1, du bureau de douanes de la foire vers le bureau de sortie.

Elles peuvent alors faire l'objet d'une déclaration :

- de mise à la consommation (40.00 000) ;
- de réexportation (30.00 000) ;
- d'entrée en entrepôt (70.00 000) ;
- d'entrée en MAD (77.00 000).

Je compte sur le civisme de tous pour le respect scrupuleux des dispositions du présent avis.

Fait à Lomé, le 28 octobre 2025

Yawa Djigbodi TSEGAN

Le Commissaire Général



**COMMUNIQUE DE L'OFFICE TOGOLAIS
DES RECETTES RELATIF A LA PERCEPTION
DE LA TAXE PROFESSIONNELLE UNIQUE
(TPU) DES TRANSPORTEURS ROUTIERS**
N° 014/2025/OTR/CG/CI/DGE

Le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) porte à la connaissance des contribuables soumis au paiement de la Taxe Professionnelle Unique (TPU) des Transporteurs Routiers communément appelée « trimestre » que la perception de ladite taxe au titre du troisième trimestre 2025 se poursuit conformément aux dispositions de l'article 57 du Livre de Procédures Fiscales

Les contrôles du paiement de ladite taxe débutent pour compter du **1^{er} novembre 2025** sur toute l'étendue du territoire national.

Le Commissaire Général compte sur la collaboration et le civisme de tous.

Fait à Lomé, le 30 octobre 2025

Yawa Djigbodi TSEGAN

Le Commissaire Général

DÉSINFORMATION :

La guerre invisible qui fissure nos sociétés

Dans un monde saturé de flux numériques, la désinformation n'est plus un simple bruit de fond. Elle est devenue une arme stratégique, une fabrique d'instabilité et un révélateur de nos vulnérabilités collectives. Particulièrement en Afrique de l'Ouest, où la jeunesse hyperconnectée croise des institutions encore fragiles, le phénomène prend une ampleur inquiétante. Comprendre ses ressorts, ses effets et les défis qu'elle impose est devenu une urgence démocratique et sécuritaire.

Un phénomène ancien, mais profondément transformé

La désinformation ne date pas d'hier. Elle fut longtemps l'apanage des stratèges et des États, une ruse de guerre confinée aux champs de bataille ou aux arcanes diplomatiques. Déjà, Vladimir Volkoff en situait les origines à la guerre de Troie, tandis que Mao Tsé-Toung et Sun Tzu en avaient pressenti la force subversive dans le jeu politique et militaire. Pourtant, ce qui était jadis exceptionnel est aujourd'hui devenu une pratique ordinaire, démultipliée par la révolution numérique.

L'explication est simple. La démocratisation des canaux de communication, notamment via Internet et les réseaux sociaux, a bouleversé la donne. Chaque individu est désormais un potentiel émetteur d'informations, pour le meilleur comme pour le pire. Dans un espace numérique mondialisé, les barrières de diffusion sont abolies, et l'absence ou la faiblesse de la pensée critique renforce la perméabilité des esprits aux manipulations. La désinformation s'insinue ainsi dans le quotidien, contaminant les conversations, les réseaux, les débats publics. Elle devient un outil d'influence diffus et permanent.

C'est dans ce nouveau contexte qu'émerge ce que certains nomment aujourd'hui la "guerre informationnelle". Cette expression n'est pas métaphorique car, en effet, elle décrit une réalité stratégique où la désinformation est utilisée comme un levier majeur où la doctrine fixe la narration idéologique, le temps épouse le tempo médiatique, l'espace s'étend au numérique globalisé, le commandement dissimule les opérateurs d'influence, et la discipline garantit la cohérence des offensives. Cette architecture quintuple, héritée de la pensée militaire, explique pourquoi la désinformation contemporaine est redoutable. Elle ne cherche pas seulement à tromper, mais à modeler les perceptions col-

lectives, à fracturer les sociétés de l'intérieur.

L'Afrique, nouveau champ de bataille de la guerre informationnelle

Cette mutation globale trouve une résonance particulière sur le continent africain. Avec 1,5 milliard d'habitants dont 70 % ont moins de 30 ans, l'Afrique est un continent jeune, dynamique et surtout massivement connecté. En sept ans, près de 300 millions de personnes ont rejoint les réseaux sociaux, portant à 400 millions le nombre d'utilisateurs actifs. Cette population hyperconnectée, souvent en quête d'informations rapides et peu formée à la vérification, devient une cible privilégiée pour les campagnes de désinformation.

Les chiffres sont édifiants car selon le Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 189 campagnes de désinformation ont été recensées en 2024, dont 72 en Afrique de l'Ouest, soit une augmentation de 300 % par rapport à 2022. Plus alarmant encore, plus de 60 % de ces campagnes impliquent des ingérences étrangères. Cette intensification reflète une bataille silencieuse qui se joue à plusieurs niveaux.

D'une part, l'Afrique souffre de vulnérabilités structurelles profondes telles que l'absence de cellules spécialisées de contre-désinformation, le manque d'éducation aux médias, l'impréparation des institutions aux crises informationnelles et l'affaiblissement soutenu des médias traditionnels. D'autre part, la production locale de fausses informations s'accroît également, notamment en période électorale ou lors de tensions communautaires. Au Soudan du Sud, au Kenya en 2022 ou au Nigeria en 2024, des acteurs internes ont activement utilisé la désinformation pour influencer l'opinion.

Les domaines touchés sont multiples. La politique est en première ligne, et à ce titre



Dr Beaugrain Doumougue

l'exemple nigérien n'est pas des moindres, car au Niger, les campagnes liées à Wagner ont vu une augmentation spectaculaire des contenus sur les réseaux sociaux, brouillant la compréhension des événements. La santé a été le théâtre de rumeurs meurtrières, comme celles autour d'Ebola ou de la COVID-19. La religion et la sécurité ne sont pas en reste. Manipulations d'images au Nigeria ou campagnes de radicalisation en Somalie ont démontré combien la désinformation peut attiser des conflits communautaires ou servir d'instrument aux groupes terroristes. En Afrique, la désinformation n'est pas non plus un épiphénomène car elle devient un acteur politique et social à part entière.

L'intelligence artificielle : catalyseur de menaces et révélateur de nos failles

Dans ce paysage déjà fragilisé, l'irruption de l'intelligence artificielle agit comme un accélérateur de complexité. L'IA permet aujourd'hui de produire rapidement des contenus textuels, visuels ou sonores d'un réalisme saisissant à travers les deep-fakes, le clonage vocal et l'usurpation d'identités numérique. Ce qui nécessitait autrefois des moyens importants est désormais à la portée de n'importe quel acteur malveillant avec des risques considérables.

L'IA réduit drastiquement les

temps de production et élève la sophistication des campagnes de manipulation par le biais de la création de faux comptes crédibles, la génération de documents ou vidéos falsifiés, l'imitation de voix de dirigeants pour semer la confusion, etc. Dans un contexte électoral, ces outils peuvent manipuler dangereusement les opinions, éroder la confiance dans les institutions, voire déclencher des troubles majeurs. Le défi est d'autant plus grand que les États africains disposent rarement d'outils de riposte adaptés ou de capacités d'anticipation. Pourtant, tout n'est pas sombre. L'IA permet aussi de mieux tracer les réseaux de bots, d'analyser de grandes masses de données et d'identifier les campagnes en amont. Elle peut donc devenir un outil de défense puissant, à condition que les États investissent dans la veille, la législation, la coordination stratégique et surtout dans l'éducation des populations. À ce titre, des initiatives émergent qui accompagnent certaines institutions dans la construction de leur résilience informationnelle. Mais ces efforts doivent encore être amplifiés et mutualisés au niveau régional, par exemple à travers la CEDEAO.

En effet, la vraie question est de savoir comment répondre efficacement à ces menaces sans sacrifier la liberté d'expression? La clé réside dans un équilibre

subtil consistant à réguler les comportements malveillants tout en protégeant la liberté de pensée et donc soutenir l'innovation tout en frappant les manipulations. C'est une architecture de confiance qu'il faut bâtir, patiemment mais résolument, pour que la désinformation ne devienne pas le fossoyeur de nos démocraties en construction.

Pour finir

La désinformation contemporaine est une guerre invisible, méthodique et polymorphe. Elle s'appuie sur des racines anciennes mais des moyens nouveaux, elle trouve en Afrique un terrain d'expansion préoccupant, et elle se nourrit désormais des technologies d'intelligence artificielle pour franchir un nouveau palier.

Répondre à cette menace exige une stratégie à la hauteur. Il faut comprendre ses mécanismes, renforcer les défenses collectives, investir dans la connaissance et la coopération régionale. Car la bataille qui se joue n'est pas seulement celle de l'information ; c'est celle de la lucidité collective, de la confiance démocratique et de la paix sociale.

Dr Beaugrain Doumougue
Ingénieur, Expert en intelligence économique
Fondateur de STRATCO

L'AFRIQUE & LA START-UP NATION : Quand l'innovation israélienne peut devenir un accélérateur de transformation et de développement durable

par Pierre-Samuel Guedj, Président d'Affectio Mutandi

On présente souvent Israël comme la « start-up nation » par excellence. Un petit pays, peuplé d'à peine dix millions d'habitants, mais doté d'un écosystème technologique rivalisant avec ceux de la Silicon Valley ou de Shenzhen. Intelligence artificielle, cybersécurité, agritech, watertech, énergie solaire décentralisée, healthtech : les solutions foisonnent, portées par une culture de l'innovation, du risque et de la résilience. La question est désormais cruciale : comment cet écosystème peut-il devenir un levier de développement économique, social et durable pour le continent africain ?

L'urgence africaine appelle des réponses technologiques

Le continent est confronté à des défis immenses : croissance démographique fulgurante, urbanisation galopante, insécurité alimentaire chronique, accès à l'eau et à l'électricité encore trop limité, pression climatique croissante. Ces réalités ne sont pas abstraites : elles touchent chaque jour des millions d'Africains. Et c'est précisément dans ces secteurs vitaux — agriculture, énergie, eau, santé, éduca-

tion — que l'écosystème israélien a forgé ses forces. Prenons l'irrigation de précision : née dans un contexte de pénurie d'eau en Israël, elle permet de cultiver le désert. Appliquée à l'Afrique, elle peut transformer des zones arides en terres productives, réduire la dépendance alimentaire et libérer un potentiel exportateur agricole colossal. De même, les générateurs d'eau atmosphérique développés en Israël offrent une réponse tangible aux communautés rurales isolées, où les enfants marchent parfois des heures pour accéder à une source incertaine. L'énergie solaire décentralisée constitue un autre levier majeur. Des ONG israéliennes déploient déjà des systèmes photovoltaïques pour alimenter des cliniques, des écoles et des villages entiers en Afrique subsaharienne. Chaque panneau installé ne se traduit pas seulement en kilowatts : il se traduit en vaccins préservés, en cours dispensés le soir, en femmes libérées de la corvée d'eau.

L'innovation n'a de sens que si elle s'ancre localement

Pourtant, la promesse technologique n'est pas une baguette magique. Trop souvent, des solutions importées échouent faute d'adaptation aux réalités locales, faute de formation ou faute de modèle économique viable. Le risque serait que l'Afrique devienne simple « marché » ou terrain d'expérimentation, au lieu d'être partenaire à part entière.

L'innovation ne produira de valeur durable que si elle est coproduite. Cela suppose de former des techniciens, d'ouvrir des centres d'assemblage, de transférer des compétences. Une pompe solaire israélienne n'est utile que si un jeune technicien africain peut la réparer sans attendre une pièce importée. Une plateforme d'agriculture connectée ne transformera pas les rendements si les coopératives paysannes ne sont pas impliquées dès la conception.

Des partenariats gagnant-gagnant à inventer

Ce qui se joue ici dépasse la simple coopération technologique. Il s'agit de refonder les relations économiques entre Israël et l'Afrique sur un mode

partenarial. L'Afrique ne veut plus d'assistanat ni de dépendance : elle veut des partenariats où chaque partie grandit. Israël a su transformer ses contraintes en opportunités par l'innovation. L'Afrique, confrontée à des contraintes plus vastes encore, peut s'inspirer de cette approche — tout en le faisant à sa manière, en intégrant sa diversité culturelle, ses ressources humaines et ses priorités.

Les gouvernements africains ont un rôle clé : créer des cadres réglementaires incitatifs, encourager l'assemblage local, protéger la propriété intellectuelle tout en imposant des obligations de transfert de savoir-faire. Les investisseurs internationaux doivent, eux, soutenir des modèles hybrides (ONG + entreprises) et favoriser des financements adaptés, comme le paiement à l'usage (PAYGO) ou le micro-crédit agricole.

L'innovation comme diplomatie

Il y a enfin une dimension géopolitique. L'Afrique est courtisée : Chine, États-Unis, Europe, Golfe... Dans ce concert, Israël peut se distinguer non par la taille de ses investissements,

mais par la pertinence de ses solutions. En Afrique, un projet d'irrigation qui triple un rendement agricole est bien plus puissant qu'une promesse de milliards jamais décaissés. L'innovation devient ici instrument de diplomatie, ciment de confiance et passerelle entre voisins.

En somme, saisir l'opportunité du siècle

L'Afrique n'a pas besoin qu'on lui impose des solutions toutes faites. Elle a besoin de partenaires qui croient à son potentiel et respectent son autonomie. L'écosystème israélien, s'il se met au service de cette vision, peut devenir un catalyseur de transformation sans précédent. La décennie 2025-2035 sera décisive : elle dira si l'Afrique subit la révolution technologique mondiale ou si elle en devient actrice. La rencontre avec la start-up nation israélienne peut, si elle est bien pensée, accélérer cette appropriation.

Ce n'est pas une option : c'est une opportunité historique à saisir, pour bâtir ensemble une prospérité qui soit à la fois économique, sociale et durable.

ACTU INSTITUTIONNELLE

Retour sur quelques activités de la BOAD à l'AFIS 2025

Retrouvez ici deux comptes rendus des rencontres de la BOAD publiés sur ses médias digitaux.

Un side event organisé par la BOAD en marge de l'AFIS 2025

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) a organisé, en marge de l'Africa Financial Summit, un side event sur le thème : « Transitions transformatrices : nouvelles voies de financement pour l'énergie et l'agriculture en Afrique ».

Intervenants :

- M. Toussaint BADOLO – Directeur Agriculture & Agro-industrie, BOAD,
- M. Oumar TEMBELY – Directeur Énergie & Ressources naturelles, BOAD,
- M. Moubarak MOUKAILA – Directeur Développement de la Finance durable, BOAD,
- Mme Sokhna DIOP – DG, NSIA Banque Sénégal,
- Mme Laurence FEZA – Responsable relations DFIs, Rawbank.

Au cœur des discussions :

- Finance climat & crédits carbone
- Options énergétiques, y compris le



- nucléaire
- Intrants & productivité agricole
- Assurance paramétrique
- Partenariats entre banques commerciales & institutions de développement.
- Les intervenants ont partagé leurs expériences, perspectives et bonnes pratiques, et exploré des solutions pour maximiser l'impact du financement du développement en Afrique.
- L'avenir énergétique et agricole du continent passe par des modèles financiers innovants, inclusifs et adaptés aux réalités africaines.■

TABLE RONDE STRATÉGIQUE

« Risques climatiques : comment étendre les pools régionaux ? »

Lors de cette session, Moubarak MOUKAILA, Directeur du Développement de la Finance durable, a mis en avant le rôle central de la BOAD dans la structuration d'outils financiers innovants pour la gestion des risques climatiques.

En Afrique de l'Ouest, les catastrophes naturelles causent chaque année plus de 9 milliards USD de pertes économiques. Face à cette réalité, la BOAD agit pour mutualiser les risques au niveau régional, notamment à travers :

- des mécanismes paramétriques,
- le programme PACAN (Prêt Adapté aux Catastrophes Naturelles).

Le message clé :

Le risque climatique ne doit plus être perçu comme une menace, mais comme un levier d'investissement dans la résilience.

La BOAD plaide pour la création d'un Fonds Régional de Garantie Climat, afin d'accompagner les États et le secteur privé dans la couverture des chocs cli-



matiques.

Cette approche traduit une vision ambitieuse : faire de la résilience un pilier du développement économique africain, et positionner la BOAD comme catalyseur de cette transformation.■

REBRANDING AFRICA FORUM 2025 :

L'intelligence artificielle au cœur des débats.



La deuxième journée du Rebranding Africa Forum 2025, tenue le 10 octobre au Tangla Hôtel de Bruxelles, a rassemblé experts, décideurs et entrepreneurs autour d'une réflexion approfondie sur l'intelligence artificielle et ses implications pour le développement du continent. Une journée dense en panels, échanges d'idées et perspectives concrètes, où l'IA s'est imposée comme levier stratégique pour transformer les sociétés africaines.

Sous le thème de l'intelligence artificielle (IA) et de ses applications multiples, la journée du 10 octobre a marqué le temps fort de la 11^e édition du Rebranding Africa Forum (RAF). Les panels et hard talks ont permis d'aborder les enjeux de gouvernance, de finances, d'éducation, de santé ou encore d'industries extractives, avec une même conviction : l'Afrique doit non seulement

inspiré, mais souverain. Une position renforcée par Christopher Egnankou, président du Madiba Club, pour qui « les modèles occidentaux doivent être régulés afin de préserver la souveraineté de nos données ».

L'IA au service du développement humain

Le deuxième panel, consacré à l'impact de l'IA sur le sport, la santé, la formation et la culture, a mis en avant les potentiels humains et sociaux de cette technologie. Didier Acouetey, président d'AfricSearch, a souligné la complémentarité entre IA et compétences humaines, rappelant que « les soft skills sont une qualité irremplaçable ». Samia Chelbi, CEO de NET-INFO, a défendu l'idée d'une IA centrée sur l'humain, tandis que le docteur Prévost Jantchou a évoqué les opportunités offertes par l'IA pour assister les soins médicaux



adopter l'IA, mais surtout l'adapter à ses réalités.

Comprendre, encadrer et approprier l'IA

Dès le premier panel, intitulé « Comment rattraper le train de l'intelligence artificielle ? », les intervenants ont posé le décor. Pour Jacques Bonjawo, président de l'Association Africaine pour l'Intelligence Artificielle Éthique, « l'éthique est fondamentale et est le cœur de l'intelligence artificielle ». Joel Parfait Kuate, fondateur de Digital House Company, a rappelé que le continent ne représente « que 2 % du marché mondial de l'IA », appelant à un modèle africain

dans les zones sous-dotées. Pour Viviane Bondoma, économiste, le véritable enjeu reste celui de l'inclusion : « on ne va pas développer l'Afrique dans le noir », a-t-elle lancé, en référence au déficit d'accès à l'électricité.

Gouvernance, transparence et efficacité

L'après-midi a poursuivi la réflexion avec un focus sur IA, gouvernance et management. Stan Zeze-Bayard, PDG de Bloomfield Investment Corporation, a rappelé que « la corruption n'est pas un fait africain, mais un fait humain », soulignant le rôle de l'IA pour renforcer les systèmes de contrôle et de transparence. Dr

Khady Evelyne Denise Ndiaye, de l'UEMOA, a insisté sur la nécessité d'un cadre réglementaire adapté, tandis que Grégory Depasse (CGI Belgium) a résumé le défi majeur : « transformer les données en décisions ». Anelore Isaac, de hub.brussels, a, quant à elle, témoigné de « la manière dont l'IA transforme l'entrepreneuriat ».

Finances, assurances et inclusion

La quatrième table ronde, dédiée aux secteurs financiers, a exploré l'usage de l'IA dans la gestion des risques et la relation client. Pour Basile Tchakounté (FAGACE), « l'IA est au cœur du dispositif pour sécuriser toutes nos activités ». Jocelyne N'Goussan (Banque Atlantique Côte d'Ivoire) a précisé que l'IA ne remplacera pas le banquier, mais « l'aidera à mieux comprendre les flux et les habitudes de ses clients ». Louis Lebon (Enabel) a enfin mis en lumière le potentiel d'inclusion financière offert par les données issues du mobile money.

Croissance durable et industries stratégiques

Le dernier panel, consacré aux industries extractives, à la logistique et aux infrastructures, a rappelé que l'intelligence artificielle s'invite aussi dans les secteurs lourds. Stéphane Ouédraogo (Stallion Cap Africa) a mis en avant le gain de temps que l'IA apporte dans l'exploration minière. Alexis Frémeaux, de l'AFD, a préféré une métaphore sportive : « Quand on court un marathon, la question n'est pas de savoir si l'Afrique est en retard, mais si elle ira jusqu'au bout. » Enfin, Ekelle Biyiha (Madiba Club) a insisté sur la responsabilité de la diaspora, appelée à « s'adapter avec humilité et à être à l'écoute des réalités locales ».

Des hard talks pour ancrer le débat

Deux hard talks ont rythmé la journée. Dr George A. Donkor, président de la Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO, a plaidé pour un équilibre entre réglementation, formation et infrastructures, condition essentielle à une appropriation de l'IA sur le continent. Jean Paterne Megne Ekoga, vice-président de la BDEAC, a, quant à lui, rappelé les priorités économiques régionales : « Nous devons domestiquer l'intelligence artificielle et l'adapter à nos réalités africaines », a-t-il in-

sisté, en lien avec les enjeux agroalimentaires de l'Afrique centrale.

Une journée d'échanges et d'inspiration

En clôture, Paule Renée Etogo Ebongué, nouvelle CEO de Samori Media Connection, a salué la qualité des débats et l'énergie collective qui ont animé cette journée, reflet d'un leadership africain en pleine affirmation. Entre échanges inspirants, networking fructueux et par-

tages d'expériences, le RAF 2025 a confirmé son rôle de plateforme majeure de réflexion sur le futur du continent.

Le rendez-vous est déjà pris pour le Rebranding Africa Forum 2026, consacré aux Systèmes de santé en Afrique : Innover pour soigner, soigner pour développer, qui se tiendra à Bruxelles du 22 au 25 octobre 2026.

Cyrille Djami

FOCUS ÉVÈNEMENT

Rebranding Africa Forum : entre héritage et renouveau, Thierry Hot passe le flambeau

À l'occasion de sa 11^e édition à Bruxelles, le Rebranding Africa Forum a officiellement vu la transmission de sa direction. Thierry Hot a passé le flambeau à Paule Renée Etogo Ebongué, devant les participants et partenaires, marquant un tournant symbolique dans l'histoire du Forum.



Thierry Hot (à gauche) et Paule Renée Etogo Ebongué.

Le vendredi 10 octobre, la 11^e édition du Rebranding Africa Forum (RAF) a débuté par un moment fort : Thierry Hot, fondateur et président du Forum, a transmis la direction à Paule Renée Etogo Ebongué, désormais Directrice Générale. La cérémonie s'est déroulée devant un public attentif, composé de décideurs, communicants, investisseurs et partenaires institutionnels, dont les applaudissements ont accompagné la matérialisation de ce passage de relais. Annoncée quelques semaines plus tôt à travers les messages des deux protagonistes, la transition a pris tout son sens lors du Forum. Le fondateur a « passé les clés de la maison du RAF » et déclaré : « Je n'ai aucun doute que le flambeau sera porté très haut et que ce feu sacré sera entretenu. Merci de les accompagner et de les soutenir ».

Cette passation s'inscrit dans un nouveau chapitre professionnel pour Thierry Hot, désormais Conseiller exécutif et Chef de cabinet du Président de la Banque africaine de développement (BAD). Il rejoint ainsi l'équipe du président Sidi Ould Tah, qu'il a accompagné durant sa campagne victorieuse. Une évolution cohérente pour celui qui, depuis plus d'une décennie, a contribué à renforcer les ponts entre l'Afrique institutionnelle et les acteurs du développement. Depuis plus de dix ans, le RAF relie l'Afrique et l'Europe, offrant un espace où se rencontrent décideurs publics, entrepreneurs et experts autour d'un objectif partagé : réinventer le narratif africain par le dialogue et la réflexion stratégique. Sous la direction de Thierry Hot, le Forum s'est imposé comme une plateforme de référence, consolidant sa légitimité et sa visibilité à l'international.

Pour Paule Renée Etogo Ebongué, la prise de fonction est à la fois une continuité et une évolution. Forte de son parcours dans les médias et la communication stratégique, elle incarne la dimension féminine du leadership au sein du Forum, tout en assurant la pérennité et la modernisation des initiatives du groupe Samori Media Connection, dont le RAF fait partie aux côtés de Notre Afrik et du Pivotal Africa Network. Son objectif reste de valoriser les atouts du continent africain au-delà de ses frontières et de transformer ses défis en opportunités globales.

Cette 11^e édition, centrée sur le thème « Les enjeux de l'intelligence artificielle pour l'Afrique », illustre la volonté de la nouvelle direction d'inscrire le Forum dans l'innovation, la réflexion stratégique et la préparation aux défis futurs. L'ambiance à Bruxelles, à la fois solennelle et attentive, a reflété l'intérêt et l'adhésion des participants à ce tournant important. En passant les clés de la maison du RAF, Thierry Hot a ouvert la voie à une nouvelle dynamique, où héritage et renouveau se conjuguent. Sous la direction de Paule Renée Etogo Ebongué, le Forum amorce une phase plus moderne et inclusive, confirmant sa position comme plateforme incontournable de dialogue afro-européen.

Entre continuité et transformation, le Rebranding Africa Forum demeure fidèle à sa mission : connecter, inspirer et transformer le narratif africain, tout en préparant le terrain pour les défis et opportunités à venir.

Cyrille Djami
(cyrilledjami@gmail.com), Consultant en
Communication Stratégique et d'influence, fondateur
de CommsOfAfrica.

La guerre des clics ou comment le Cameroun a voté sur Facebook avant les urnes

Vers une nouvelle théorie de l'influence numérique électorale au Cameroun.

Par *Alexandre Siewe* - Conseil en Communication stratégique- Storyteller

Tout a commencé bien avant le 12 octobre. Bien avant les affiches électorales, les meetings et les micros vissés sur les estrades. Le vrai terrain de campagne, cette fois, c'était un écran. Un smartphone. Une connexion instable. Et un peuple, plus connecté que jamais, décidé à ne plus écouter la vérité officielle, mais à la streamer.

L'élection présidentielle du 12 octobre 2025 au Cameroun n'a pas été une élection comme les autres. Elle a marqué un tournant décisif dans la construction de la vérité électorale à l'ère numérique : un moment où les récits, les émotions et les algorithmes façonnent la perception du vote plus que les procès-verbaux eux-mêmes.

En 2018, le pouvoir en place contrôlait encore l'agenda médiatique. La télévision, la radio et les journaux d'État suffisaient encore à cadrer le récit officiel. L'opposition, elle, criait dans le vide numérique. Emmenée par Maurice Kamto, l'opposition avait réussi à imposer son narrative sur les réseaux sociaux. Les influenceurs de l'opposition bénéficiaient d'une forte audience et d'un engagement significatif, tandis que le RDPC semblait dépassé par la dynamique numérique. Le ministre de la Communication Issa Tchiroma Bakary tenta alors de réagir en créant une «Agence d'informations virtuelles» pour contrer la prolifération des fake news, mais cette initiative resta timide et réactive selon Jeune Afrique.

2025 : Le RDPC apprend la guerre numérique.

Pour l'élection de 2025, le RDPC a profondément transformé son approche. L'analyse des stratégies digitales révèle que Paul Biya affiche désormais la plus large communauté sur Facebook avec plus de 1,8 million d'abonnés, bien que son taux d'engagement reste faible (1,2% contre 1,8% de moyenne nationale). Le parti au pouvoir a investi massivement dans les réseaux sociaux, recrutant près de 1 000 «e-volontaires» officiellement pour «lutter contre

la propagation des fake news» mais en réalité pour contrer par tous les moyens les narratives de l'opposition.

L'analyse comparative de l'influence numérique entre les élections présidentielles camerounaises de 2018 et 2025 met en lumière une mutation profonde du champ politique en ligne, à la fois quantitative et qualitative. En sept ans, le pays est passé d'une ère de communication politique traditionnelle à une «démocratie affective algorithmique», où l'émotion, la vitesse et la viralité redéfinissent la participation citoyenne. Parallèlement à cette expansion numérique, une nouvelle caste de communicants politiques a émergé — ces «e-activistes», «web-blogueurs» ou «influenceurs» qui ont transformé leur connexion Internet en tribune permanente. Du matin au soir, ils commentent, dénoncent, amplifient ou fabriquent l'actualité politique du pays, faisant circuler aussi bien des vérités crues, des fakes que des rumeurs virales. En quelques années, ils sont devenus les nouveaux faiseurs d'opinion, capables d'imposer des récits, d'en effacer d'autres, et de redéfinir l'agenda politique national sans passer par aucun média officiel.

Sur le plan quantitatif, la transformation est spectaculaire : la base d'utilisateurs des réseaux sociaux est passée de 3,2 millions en 2018 (soit 13 % de la population) à 5,45 millions en 2025 (18,5 %) — une hausse de près de 70 %, soutenue par une pénétration Internet en forte progression (45,6 % en 2025 contre 28 % en 2018). Le temps moyen passé sur les réseaux à contenu politique, lui, bondi de 156 %, signe d'une politisation accrue de l'espace numérique. Le paysage des plateformes a lui aussi évolué : en 2018, Facebook régnait sans partage (95 % des acteurs politiques y concentraient leur communication), tandis qu'en 2025, TikTok s'impose comme le nouveau centre de gravité des jeunes électeurs, captant près de 78 % des 18-24 ans autour de figures comme Cabral Libii et les influenceurs de la diaspora.



Alexandre Siewe

Les pionniers de la contre-narration

Sept ans plus tard, le rapport de force semble s'être inversé : les studios officiels sont devenus silencieux, et les «lives» de la diaspora, assourdissants. Les influenceurs ont remplacé les urnes : les voix se comptent en «likes», les tendances valant des bulletins. Désormais, ils ne sont plus seulement déposés, ils sont likés. Les meetings ne se tiennent plus seulement dans les stades, mais aussi dans les commentaires. Et les blogueurs — ces nouveaux prêtres du verbe numérique — ont remplacé les porte-paroles de parti. Entre septembre 2024 et octobre 2025, la scène numérique camerounaise est devenue un champ de bataille. Dans le camp de l'opposition, les noms claquent comme des slogans et plusieurs figures ont cristallisé la parole dissidente avec des généraux de la toile. NzuiManto, le sniper digital, Rémy Ngono, le tribun en exil, Valsero, le rappeur prophète, Paul Chouta, le hacktivateur, Aïcha Kamoise, l'influenceuse militante. Leurs publications combinées ont généré plus de 65 millions d'interactions. C'est plus que tous les médias publics réunis. À ce stade, la politique n'est plus affaire d'opinion : c'est une question d'audience.

NzuiManto, avec plus de 600 000 abonnés Facebook et un taux d'engagement de 4,8 %, a imposé un modèle de «justice sociale numérique». Ses directs et publications mêlant humour

et colère civique ont généré une moyenne de 40 000 interactions par post, un score supérieur à celui des médias traditionnels. Sa spécialité : dénoncer les abus sexuels et sociaux, comme dans l'affaire «Hervé Bopda, où il a publié plus de 1 000 posts générant des centaines de milliers de réactions.

Rémy Ngono, depuis la diaspora, est devenu le chef d'orchestre du cybermilitantisme. Ses «lives» quasi quotidiens entre décembre 2024 et septembre 2025 ont réalisé plus de 38 millions de vues cumulées, selon une estimation Bloom Analytics. Son registre : la satire politique sans filtre, qui transforme le désenchantement en énergie collective.

Général Valsero, lui, a mis la musique au service de la résistance numérique. Avec près de 850 000 followers, il a fait de Facebook et TikTok des plateformes de mobilisation poétique : des refrains devenus hashtags #JeVoteMaConscience#OnNeFermePlusLesYeux — ont circulé comme des mots d'ordre silencieux.

À ces figures s'ajoutent Paul Chouta, le «journaliste-hacktivateur», qui veut documenter les fraudes et fuites de PV ; Aïcha Kamoise, influenceuse lifestyle convertie à la cause politique ; Sandy Boston, cheffe des «Brigades Anti-Sardinards UK» ; et même Fingon Tralala et Black Oya, humoristes populaires devenus satiristes du changement. Ensemble, ils forment une coalition informelle d'influence : un contre-pouvoir numérique qui,

selon les estimations croisées de l'IFRI et de ISSAfrica, a capté près de 62 % de la part de voix numérique entre juin et octobre 2025.

De la satire au contre-pouvoir : hashtags, algorithmes et émotions

L'analyse montre une bascule sociologique. En 2018, les réseaux sociaux servaient surtout à commenter la politique ; en 2025, ils la produisent. L'électeur-citoyen devient «abonné-témoin» ; le militant se mue en «créateur de contenu». Le discours politique classique, hiérarchique et vertical, s'efface devant une communication désintermédiée, où chaque influenceur devient média, juge et tribun.

Ce phénomène illustre la transition vers une «communication politique post-institutionnelle» : les partis perdent leur monopole du récit. Ce glissement redéfinit la «vérité électorale» : elle n'est plus seulement proclamée par ELECAM, elle est compilée, vérifiée et viralisée par la foule connectée.

Cette bataille des récits s'est structurée autour de trois instruments :

1. Le hashtag comme drapeau. Entre juillet et octobre 2025, sur TikTok, un hashtag fait exploser les serveurs : #JeVoteVrai. Ce hashtag est devenu viral, atteignant un pic de 2,1 millions de mentions en une semaine selon Social Trends Cameroon. Des jeunes y partagent leurs cartes d'électeurs, leurs frustrations, leurs rêves, leurs refus de «laisser faire encore». En réaction, la majorité a lancé #PaulBiya-Toujours, qui n'a dépassé les 700 000 mentions qu'après une campagne sponsorisée. Sur Internet, la ferveur ne s'achète pas : elle se ressent, elle se partage, elle se mesure en frissons. #AlIonsVoterPaulBiya a généré 2,7 millions de vues sur TikTok en 90 jours sans compte officiel du candidat, démontrant la puissance de la mobilisation spontanée

2. L'astroturfing et la riposte algorithmique. Des réseaux

pro-gouvernementaux ont massivement créé des pages clones pour noyer les hashtags de l'opposition — une tactique de "hashjacking" identifiée dès 2023 au Kenya par ISS Africa.

3. La puissance émotionnelle. Les vidéos de citoyens pleurant devant des bureaux de vote fermés ou de jeunes parlant de "premier vote confisqué" ont généré des millions de partages. C'est la logique de l'"émotion-preuve" : faire de la douleur individuelle un argument collectif.

En 2025, la campagne est devenue une gigantesque bataille de storytelling émotionnel : les pleurs d'une grand-mère devant un bureau de vote fermé font plus pour la contestation que cent communiqués officiels. La vérité n'a plus besoin d'être dite — il suffit qu'elle soit vue.

La riposte du régime : quand l'État apprend à tweeter

En face, une armée numérique se met en marche. Ceux qui pensaient que le pouvoir allait rester sourd ont eu tort. Pas de képis, pas d'uniformes — juste des comptes certifiés. Bruno Benoît Bidjang, Ernest Obama, Raoul Christophe Bia, Steve Fah, Alain Roosevelt Tidjio... Leur mission : reconquérir la conversation. Cette fois, le régime a

compris : dans une époque où l'influence vaut plus que l'autorité, il faut savoir parler le langage des algorithmes. Sous la supervision officieuse des autorités (Cabinet Civil ou MINCOM), plusieurs jeunes communicants pro-régime ont lancé une offensive coordonnée sur Facebook, X et TikTok. Au cœur de cette riposte : Bruno Benoît Bidjang, le "philosophe numérique", et Ernest Obama, le "journaliste-soldat". Ils ont mené la "reconquête de la conversation" avec un ton plus jeune, plus mordant, parfois moqueur et provocateur. À leurs côtés : Raoul Christophe Bia, chargé d'"expliquer le système", Steve Fah, influenceur de crise et mercenaire numérique déclaré, et Alain Roosevelt Tidjio, jeune élu-influenceur, formant une ligne de front médiatique parallèle. Si 2018 avait montré un pouvoir figé dans sa communication, 2025 a révélé un régime qui a appris à utiliser les codes actuels de l'influence. Cette fois, le RDPC n'a pas attendu que les tendances se forment : il les a créées.

La naissance d'une armée numérique : les influenceurs du pouvoir

Chaque jour, à partir de février 2025, ils diffusent, argumentent, corrigent, contre-

disent, moquent. Leur ligne : "patriotisme et réalisme". Leur mantra : "le Cameroun n'est pas TikTok". Leurs vidéos dépassent parfois les 100 000 vues. Le pouvoir vient d'apprendre à parler Facebook. Selon une étude Bloom Analytics (octobre 2025), leurs publications cumulées ont représenté environ 38 % de la part de voix numérique durant les dix derniers jours de campagne — un score inédit pour le camp présidentiel.

Le mercenariat numérique, un marché à part entière

Les investigations de ISS (2023) et de FactCheckAfrica (2024) révèlent la structuration d'un marché de l'influence politique au Cameroun. Les contrats oscillent entre 30 et 100 millions FCFA par campagne, avec des services "clé en main" :

- création de hashtags,
- campagnes sponsorisées,
- défense en ligne coordonnée,
- attaques ciblées contre les "ennemis" du régime.

Ce clientélisme 2.0 s'appuie sur des paiements en crypto-monnaie, des séjours offerts et des marchés publics d'influence. L'espace numérique se transforme ainsi en marché de loyautés, où la parole se monnaie aussi vite qu'elle s'oublie. Les chercheurs appellent cela la marchandisation de la vérité. Mais sur le terrain, on appelle ça simplement survivre dans le bon camp.

Cette maîtrise du numérique par le régime a introduit une nouvelle équation : le contrôle ne passe plus seulement par les institutions, mais par les flux d'attention. Le pouvoir n'a plus besoin de censurer : il noie. Le régime ne réprime plus les voix critiques — il les dilue. Pour chaque vidéo dénonçant une fraude, dix vidéos "positives" surgissent dans le fil. Pour chaque tweet de contestation, un hashtag de diversion. Ce n'est plus la censure, c'est la saturation. C'est la nouvelle méthode : dominer par le bruit.

Dès qu'un sujet menace la légitimité du pouvoir — une vidéo de dépouillement suspect ou un PV fuité — un autre récit surgit instantanément : patriotique, institutionnel, rassurant. C'est le principe de l'agenda-setting algorithmique : saturer pour désamorcer.

Un paradoxe africain : la vérité à l'heure des pixels

L'analyse comparée avec 2018 montre une évolution claire : la digitalisation du débat n'a pas produit plus de démocratie, mais plus de spectacle démocratique. On assiste à ce que certains appellent la "démocratie spectacle autoritaire" : un modèle où la liberté d'expression devient un simulateur de pluralisme. Le Cameroun entre ainsi dans l'ère d'une "République virtuelle", où la politique se joue d'abord en ligne, mais se décide toujours hors écran. Une démocratie spectacle où tout le monde parle, mais où rien ne change.

L'explosion démographique et médiatique a jusqu'ici engendré une transformation qualitative majeure : la raison a cédé le pas à l'émotion, la vitesse à la profondeur, et l'influence commerciale à l'engagement civique. Le principal défi de l'après-2025 consiste désormais à convertir cette révolution numérique en opportunité démocratique, plutôt qu'en amplificateur de divisions sociales — un enjeu qui exige des réponses concertées sur les plans technologique, éducatif et réglementaire. L'élection présidentielle camerounaise de 2025 restera dans l'histoire comme la première où les hashtags ont précédé les bulletins. Elle démontre que dans les régimes autoritaires adaptatifs, la bataille pour la vérité ne se gagne plus dans les tribunaux constitutionnels, mais dans les fils d'actualité. Elle sera aussi la dernière dont le résultat ne sera pas connu le même soir. Le 12 octobre 2025, le Cameroun n'a pas seulement voté. Il s'est regardé voter. Il s'est

raconté. Il a "live-streamé" sa propre légende. Pour la première fois, ce peuple a compilé en temps réel ses preuves, ses espoirs et ses colères. Mais dans cette guerre des clics, la victoire n'a pas de chiffres — elle a des captures d'écran. Ce scrutin est un laboratoire politique : celui d'une Afrique où la jeunesse, la diaspora et les influenceurs inventent de nouvelles formes de participation, pendant que les pouvoirs en place apprennent à dompter les algorithmes pour survivre. Et si l'Afrique n'avait pas seulement inventé la démocratie participative, mais aussi la démocratie virale ? Alexandre Siewe - Conseil en Communication stratégique | Chroniqueur des récits d'âme et d'influence (Paris - Abidjan - Douala). ■

Sources & Références

- IFRI (2025), *Typologie des influenceurs politiques africains*
- ISS Africa (2023), *Astrourfing and Digital Propaganda in African Elections*
- Bloom Social Analytics (2025), *Digital Influence Metrics Report: Cameroon*
- Global VoicesAfrica (2025), *Social Media and Civic Engagement in Cameroon*
- Panafican Visions (2025), *Social Media as a Battlefield in Cameroon's Election*
- Jeune Afrique (2025), *Les nouveaux visages de l'influence politique camerounaise*
- FactCheckAfrica (2024), *Digital Manipulation and Electoral Campaigns in Africa*
- Dahlgren, P. (2009), *Media and Political Engagement*
- Howard, P. (2010), *The Digital Origins of Dictatorship and Democracy*



NOTE D'INFORMATION RELATIVE AU PAIEMENT DES DROITS LIQUIDES A LA DIRECTION DU CADASTRE ET DE LA CONSERVATION FONCIERE

N° 34/2025/OTR/CG/CI/DCCF

Le Directeur du Cadastre et de la Conservation Foncière rappelle à l'attention du public et des usagers de la Direction du Cadastre et de la Conservation Foncière (DCCF) que, par communiqué n° 031/OTR/CG/CI/DCCF du 28 octobre 2024, le Commissaire Général de l'Office Togolais des Recettes (OTR) a invité les requérants dont les réquisitions ont été liquidées et concernant notamment les droits et taxes d'immatriculation, de mutation partielle ou totale, d'inscription hypothécaire ainsi que de la taxe sur la plus-value, à régulariser la situation de leur dossier par le paiement desdits droits et taxes y afférents.

A cet effet, il est demandé à tous les requérants dont les réquisitions liquidées demeurent impayées, de bien vouloir régulariser leur situation **au plus tard le 30 novembre 2025.**

Passé ce délai, **l'administration fiscale se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues par les dispositions légales en vigueur.**

Le Directeur du Cadastre et de la Conservation Foncière remercie tous les usagers pour leur compréhension et leur sens de responsabilité.

Fait à Lomé le 22 Octobre 2025

Kwami BOSSOU

Le Directeur du Cadastre et de
la Conservation Foncière p.i

IMAGINE DEMAIN

Bimensuel togolais d'information générale

Récépissé N°0574/26/07/18/HAAC du 26 juillet 2018



Directeur Général
Tété B. MENSAH-BOBOE
Boboejoseph@gmail.com
Tél : (+228) 79483748 / 93231786

Média-consultant
Jean-François Pollet

Directeur de publication
ANIKA Koffi Amen
Tél : +228 91024439

Comité de rédaction
Joseph Mensah-Boboe
Anika Koffi Amen (Amen le Saint)
ESSESSI Émile Credo
Armand K

Mise en page
A. Maxime (+228 91 08 91 02)

Imprimerie
Light Print, Ot Forever
1000 exemplaires

Service commercial
+228 70353590 / 93231786 /
79483748

Distribution
Damali Kossi

Contact
Avépozo Ibomonou
Tél : (+228) 70353590 / 93231786

Trucks for life

ISUZU

QLR



**BIENTÔT
DISPONIBLE**







 ISUZU by Diwa
 
 Diwa International

info@diwa.tg

[+228 92 22 75 75 / 22 61 27 78 / 77](tel:+22892227575)

